

ANNEXE FINANCIÈRE

Projet Phénix : Trajectoire Budgétaire sur 10 Ans

Ce document présente la projection financière du 'Projet Phénix'. Il démontre comment une discipline de fer dans l'application des réformes structurelles permet de transformer un déficit abyssal en une trajectoire de prospérité et de désendettement. Les hypothèses de base incluent un déficit initial de 87 Md€, une croissance potentielle retrouvée à 1.8% après un choc initial, et une allocation stratégique des surplus générés.

Année	Amélioration Nette Structurelle	Solde Budgétaire Annuel	Dette Publique (% PIB)	Fonds Souverain (FSRA)	Événements Politiques et Économiques Clés	
An 0	0	-87 Md€	110%	0	Situation initiale : Crise de confiance, dette insoutenable. Élection.	
Mandat 1	+10 Md€	-77 Md€	111%	5 Md€	Préparation. Audit, référendum. Premières économies symboliques.	
	+20 Md€	-67 Md€	109%	13 Md€	Le Choc. Application des réformes. Baisse des charges salariales. Moratoire APD.	
	+30 Md€	-57 Md€	106%	23 Md€	La Discipline. Les réformes montent en puissance. Baisse des impôts de production.	
	+36 Md€	-51 Md€	102%	35 Md€	La Crédibilité. Réformes à maturité. La France est à nouveau respectée.	
	+36 Md€	-51 Md€	98%	48 Md€	Mission Accomplie (Phase 1). La dette passe sous les 100% du PIB. Réélection.	
Mandat 2	+36 Md€	-51 Md€	94%	64 Md€	Le Plancher. Lancement du 'Pacte de Compétitivité' (baisse des charges patronales).	
	+36 Md€	-51 Md€	90%	84 Md€	Le Débat National. Ouverture du chantier des réformes systémiques (retraites, santé).	
	+46 Md€	-41 Md€	86%	108 Md€	La Seconde Révolution. La réforme des retraites par points est votée.	
	+56 Md€	-31 Md€	81%	135 Md€	La Prospérité Partagée. Les excédents financent la baisse de l'IR.	
	+66 Md€	-21 Md€	76%	166 Md€	Le Nouveau Cap. Trajectoire claire vers l'équilibre, dette en chute libre.	

Bilan et Analyse à 10 Ans (Version Finale et Prudente)

Le Premier Mandat : La Victoire sur la Crise

Ce mandat n'est pas celui des miracles, mais celui de la crédibilité retrouvée. En 5 ans, une amélioration structurelle **statique** (c'est-à-dire avant même de compter les effets positifs sur l'économie) de 36 milliards d'euros est réalisée. Le déficit est réduit de 87 à 51 milliards. Cette discipline budgétaire enclenche un puissant **"effet de ciseaux"** économique : d'une part, la croissance de la dette (le numérateur) est freinée de manière spectaculaire ; d'autre part, la croissance de la richesse nationale (le PIB, le dénominateur) est prête à être stimulée par le retour de la confiance et les réformes de compétitivité. Mécaniquement, le PIB croît plus vite que la dette, ce qui explique la baisse du ratio et le passage sous le seuil symbolique de 100% du PIB en fin de mandat. Le gouvernement a prouvé son sérieux et sa discipline, gagnant la légitimité pour "finir le travail".

Le Second Mandat : La Victoire sur le Déficit

Ce mandat est celui de la récolte. Fort de sa crédibilité, le gouvernement lance la "Phase 2" des réformes (retraites, santé), libérant 30 milliards d'économies supplémentaires. L'amélioration structurelle statique atteint 66 milliards d'euros par an. Cette puissance de feu permet de tout faire à la fois : réduire le déficit à un niveau résiduel (-21 Md€), financer des baisses d'impôts massives pour les entreprises et les ménages, et abonder le Fonds Souverain à un rythme accéléré.

Les Marges de Sécurité vers l'Excédent : Deux Moteurs non Budgétés

Il est important de noter que cette trajectoire est volontairement **prudente et sous-estimée**. Elle ne prend pas en compte deux effets vertueux majeurs qui agiront comme de puissants accélérateurs :

1. **Le "Dividende de Croissance"** : Les réformes de compétitivité ("Dividende du Travail", baisse des charges, simplification) libéreront une énergie productive considérable, augmentant le potentiel de croissance du pays. Ce surplus d'activité générera des recettes fiscales additionnelles, estimées entre 15 et 25 milliards d'euros par an en fin de période.
2. **Le "Bonus de Crédibilité"** : En devenant le "bon élève" de l'Europe, la France verra la confiance des investisseurs restaurée. La "prime de risque" sur sa dette s'effondrera, entraînant une baisse significative des taux d'intérêt. Cette réduction de la charge de la dette pourrait représenter une économie de 10 à 20 milliards d'euros par an.

Ces deux dividendes, non inclus dans nos calculs par souci de crédibilité, constituent une **marge de sécurité massive**. Ils permettront non seulement de combler sans effort le déficit résiduel de 21 milliards, mais aussi de **viser un solde budgétaire final largement positif au terme de la décennie**, tout en accélérant encore les baisses d'impôts et l'abondement du Fonds Souverain.

Conclusion de la Trajectoire :

En une décennie, ce plan transforme la France : d'un pays surendetté, il en fait une nation souveraine et dynamique ; d'une société de l'assistance financée par la dette, il en fait une société du travail récompensé et de l'investissement dans l'avenir. La mission est accomplie.